

NUMÉRO DE LA DÉCISION	:	MCRC11-00203
DATE DE LA DÉCISION	:	20111018
NUMÉRO DE LA DEMANDE	:	3-M-330979-101-SI
NUMÉRO DE RÉFÉRENCE	:	Q11-81350-7
OBJET DE LA DEMANDE	:	Autorisation d'aliéner ou de céder un véhicule lourd
MEMBRE DE LA COMMISSION	:	Pierre Gimaïel.

Bien-Aimé Transport inc.

NIR : R-569494-9

Demanderesse

DÉCISION

[1] La Commission des transports du Québec (la Commission) est saisie d'une demande pour permission de céder un véhicule lourd appartenant à Bien-Aimé Transport inc.

LES FAITS

[2] La demanderesse s'est vue dans l'obligation d'introduire la présente demande pour la raison que, par sa décision MCRC10-000231 du 22 novembre 2010, la Commission a attribué la cote de sécurité « conditionnel » à son inscription au Registre des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds.

LE DROIT

L'autorisation demandée est requise en vertu de l'article 33 de la *Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds*¹ (la *Loi*), lequel se lit comme suit :

33. Une personne inscrite à qui la Commission attribue une cote de sécurité « insatisfaisant » ou une cote de sécurité « conditionnel » ne peut céder ou autrement aliéner les véhicules lourds immatriculés à son nom sans le consentement de la Commission qui doit le lui refuser lorsqu'elle estime que la cession ou l'aliénation aurait pour objet de contrer l'application de la mesure administrative imposée.

Le premier alinéa s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à tout propriétaire ou exploitant de véhicules lourds qui fait l'objet d'une enquête de la Commission visant à déterminer s'il tente de se soustraire à l'application de la présente loi. Il s'applique également à tout propriétaire ou exploitant de véhicules lourds dont la Commission est saisie du dossier en vue de l'imposition d'une mesure administrative et ce, soit à compter de la transmission à la Commission du dossier constitué par la Société conformément à l'article 22, soit à compter de la transmission par la Commission du préavis visé à l'article 37 dans les autres cas.

[3] Il ressort particulièrement du libellé de cet article que la Commission doit s'assurer du fait que la cession ou l'aliénation de véhicules n'a pas pour objet de contrer l'application d'une mesure administrative imposée ou de se soustraire à l'application de la *Loi*.

ANALYSE

[4] Pour exercer correctement sa compétence en vertu de l'article précité, la Commission doit être informée du nom et de toutes les coordonnées nécessaires pour identifier l'éventuel acquéreur ainsi que du type d'activité auquel il se consacre.

[5] La cessionnaire dans la présente affaire, Corporation de services financiers Mercedes-Benz Canada, récupère un véhicule loué à long terme à la demanderesse. Elle n'est pas inscrite au Registre des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds de la Commission.

[6] Après avoir considéré l'état des informations du dossier de l'acquéresse au Registre des entreprises du Québec, il apparaît n'exister aucun lien entre les deux compagnies.

¹ L.R.Q. c. P-30.3.

CONCLUSION

[7] La preuve documentaire produite au dossier démontre que la cession du véhicule ne vise pas à contrer l'effet de l'article 33 de la *Loi*. La Commission estime qu'elle peut donc accorder l'autorisation demandée.

PAR CES MOTIFS, la Commission des transports du Québec :

ACCUEILLE la demande;

AUTORISE le transfert du véhicule ci-après identifié en faveur de Corporation de services financiers Mercedes-Benz Canada :

Marque : Freightliner 2007
Identification : 1FUJC5DEX7HY00355

Pierre Gimaïel
Vice-président